

DEUX PERSONNALITÉS TOURANGELLES
PENDANT LA PÉRIODE DE
LA SECONDE GUERRE MONDIALE

JEAN MEUNIER
PENDANT LES ANNÉES DE CHAOS
(TOURS 1944-1947)

Mireille MEUNIER SAINT-CRICQ*

RÉSUMÉ

1^{er} septembre 1944. La ville de Tours est libérée après quatre ans d'occupation par l'armée allemande. Les bombardements ont rasé un tiers des immeubles, il n'y a plus d'eau, ni d'électricité, ni moyens de transport. La pénurie alimentaire est générale, le désordre propice aux règlements de comptes. Le Conseil National de la Résistance, en accord avec le général De Gaulle, a prévu la réorganisation administrative du pays en s'appuyant sur les élus résistants d'avant-guerre, irréprochables face à la collaboration. Jean Meunier accepte d'assumer ses responsabilités dans un contexte chaotique, en dépit des restrictions légales infligées au pouvoir local de cette époque.

SUMMARY

September 1st, 1944. The city of Tours is liberated after four years of occupation by the german army. The bombings have destroyed one third of all blocks of flats, there is no more water, nor electricity, nor means of transport. Food shortage is everywhere and the disorganisation of society leads to the settling of old scores. The National Council of Resistance, together with général De Gaulle, is planning an administrative reorganisation of the country leaning on resistant representatives from before the war, who could not be suspected of collaborating with the germans. Jean Meunier accepts to take his responsibilities in a chaotic context, despite the legal restrictions imposed at that period on local authorities.

Avant d'évoquer devant vous une période dramatique de l'histoire contemporaine tourangelle, que beaucoup d'entre vous ont vécue, ou étudiée,

* Fille de Jean Meunier.

qu'il me soit permis de remercier ceux qui m'ont fait l'honneur d'inscrire mon nom sur la longue et brillante liste des intervenants de votre Académie.

Je ne saurais les citer tous. Toutefois, je ferai deux exceptions : l'une pour Jacques Body – un ami de longue date –, l'autre pour le Professeur Aron, à qui me lie une affection aussi longue que ma propre vie... Et j'oserai dire plus longue encore, puisqu'il a connu, fréquenté et soigné toute ma famille, qu'il était présent le jour de ma naissance et de mon mariage.

DES TEMPS DIFFICILES

Alors que j'écrivais la biographie de Jean Meunier, intitulée *Une vie de combats*, il m'est apparu souhaitable de privilégier dans sa carrière une période précise : les années municipales 1944-1947. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un moment où un homme et son équipe doivent affronter les pires difficultés qu'un responsable politique puisse rencontrer au cours de son mandat.

Le jour de la Libération, il vient de subir une année complète de traque par la Gestapo. Il n'a pas vu ses parents depuis juillet 1943 et rencontré sa femme et sa fille pendant 36 heures. Sa maison a servi d'annexe à la Gestapo ; elle a été pillée, l'imprimerie paternelle également. Il sait qu'il va se retrouver face au chaos. De ses décisions – quand il est légalement en mesure de les prendre – de son courage aussi, dépend la survie d'une population accablée par le malheur.

Dans la mémoire collective tourangelle, 1944 reste une année clé : fin de l'Occupation, ce qui fait naître le légitime espoir de voir la fin des privations ; retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire la remise en route d'une République mise à mal par les exigences de l'occupant et les lâchetés successives d'un régime collaborationniste.

Hélas, les repères sont brouillés ; tout est à refaire et à repenser. Il faut, d'urgence redonner un sens à la justice, à la légalité, alors que les Tourangeaux vivent dans un contexte de misère, de deuil et de désarroi.

C'est dire si le « ouf » de soulagement, qu'entraîne le retour à la liberté, est de courte durée.

Les premiers jours de septembre sont consacrés à une tâche primordiale assignée au Comité départemental de Libération par le Conseil National de la

Résistance : stopper les initiatives dangereuses et désordonnées afin de garantir la paix civile. Jean Meunier a interrompu le triste épisode des malheureuses tondues en annonçant l'imminence d'un faux bombardement ; éviter la justice expéditive et les règlements de compte alors que les armes circulent dans n'importe quelles mains : si certains sont arrêtés pour des conduites collaborationnistes, d'autres le sont dans le but de les soustraire à la vindicte du voisinage. Tours, à cette époque, est une ville moyenne où se côtoient les familles des victimes et leurs délateurs, les trafiquants du marché noir et ceux qui n'ont que leur maigre ration, les auxiliaires de la Gestapo (quand ils n'ont pas pris la fuite), les résistants, les FFI (certains de très fraîche date), les pétainistes qui espéraient une autre issue à l'Occupation : ce qu'il convient d'appeler un mélange détonant.

Parallèlement – et ce n'est pas la moindre des choses – il faut nourrir la population. Autrement dit, répartir le plus équitablement possible la pénurie de nourriture, de charbon, d'essence, etc. Les rations sont fixées à l'échelon national. Le seul rôle qui revient à une municipalité est de distribuer les tickets. La France est exsangue, Tours l'est aussi.

Contrairement à ce qu'espère la population, les choses seront longues à changer. Personne n'a de baguette magique et la guerre n'est pas finie.

J'ai choisi d'évoquer ces temps difficiles qui ont pesé très lourd dans la vie de Jean Meunier, après avoir constaté que le passage du temps travestit trop souvent la réalité. On brode, on invente, on omet... Je reconnais qu'il est sans doute délicat de saisir au plus près les données d'une époque quand on évolue aujourd'hui dans un monde si radicalement différent.

Alors, me dira-t-on, comment Jean Meunier, s'est-il retrouvé maire provisoire de Tours le 1^{er} septembre au matin, et pourquoi a-t-il accepté des responsabilités aussi lourdes ? Je répondrai qu'il s'agit de la convergence entre les choix d'une vie et les décisions du Conseil national de la Résistance lui-même, en symbiose avec le Gouvernement provisoire de la République.

Le cinéma américain – je parle des westerns – véhicule depuis 50 ans un scénario type : on voit un chef armé, entouré d'une poignée d'affidés s'emparer d'un fortin occupé par l'ennemi. Il gagne, bien sûr, et règne sans partage sur sa nouvelle conquête. Le changement de maire le matin du premier jour n'a rien à voir avec ce cliché. Croire ou écrire que les choses se sont passées ainsi est une absurdité.

Si on veut comprendre le dénouement de l'histoire, il faut revenir en arrière : les choix idéologiques ajoutés aux injonctions du Gouvernement provisoire de la République française (présidé par De Gaulle) ont abouti à cette prise de responsabilité d'un homme à un moment crucial.

LES CHOIX D'UNE VIE

Examinons donc ce que j'appelle les choix d'une vie.

En 1935, mon père a été élu Conseiller municipal sur la liste du député-maire SFIO Ferdinand Morin. Arrivent ensuite les législatives de 1936. La troisième circonscription semble perdue d'avance aux yeux de la SFIO, les candidats potentiels, parisiens ou locaux, ont déclaré forfait. Le parti socialiste fait alors pression sur la famille Meunier au prétexte qu'un imprimeur (J. Meunier) travaillant dans l'atelier de son propre père (lui-même membre du parti) aura loisir de faire campagne (sans espoir) sans craindre comme représaille le licenciement (on est en 1936).

À sa grande surprise, il devient à 30 ans, député dans l'Assemblée du Front Populaire. Hitler a pris soin d'écrire son programme. Jean Meunier a lu *Mein Kampf*... il n'a donc aucune illusion sur le nazisme et voit monter le péril, avant beaucoup d'autres, y compris dans son propre parti : il vote, la mort dans l'âme, les accords de Munich, au nom de la discipline (les pacifistes, on le sait, sont légions dans la SFIO locale et nationale). Ce geste pèsera si lourd sur sa conscience qu'il déterminera, jusqu'à la fin de sa vie, un rejet viscéral du totalitarisme, quel que soit le masque qu'il porte et quel que soit son berceau politique.

Il a été exempté de service militaire à 20 ans pour cause de lésion tuberculeuse. Alors, il s'engage volontairement en septembre 1939 et devient rapidement officier de santé dans une formation de l'Avant. En juin 1940, il est fait prisonnier dans la Sarre et libéré sanitaire le 31 octobre de la même année.

Commence alors pour Jean et Raymonde Meunier un combat qui ira crescendo jusqu'à la chute du régime de Vichy et le départ de l'armée allemande.

D'abord déchu de la députation, il reprend son métier d'imprimeur au 1 bis rue de Courset. Son père lui a laissé la gérance de l'imprimerie. C'est



Jean Meunier.

un lieu idéal pour imprimer des tracts républicains et socialistes, des tracts destinés à réveiller la conscience d'une population sidérée. On les écrit, on les imprime la nuit et on les diffuse comme on peut. Il y a, à ce moment de la résistance naissante, un petit groupe : des pères jésuites, des professeurs du collège de jeunes filles, le docteur Aron, Pierre Archambault... des gens qui ont en commun l'amour de la République, le goût de la liberté, l'impérieux désir de sortir leur pays du marasme. L'imprimerie est aussi une fabrique clandestine de faux papiers destinés à ceux et celles que la police de Vichy pourchasse et qui veulent franchir la ligne de démarcation.

Au même moment, il a été contacté par des membres du Comité d'Action socialiste clandestin (les partis, les associations sont interdites). Ce noyau restreint est constitué d'anciens parlementaires socialistes réfractaires à la collaboration. Au sein de ce petit groupe germe l'idée de monter une centrale de renseignement susceptible d'alimenter en informations la France

Libre. Tout doit rester secret, chaque individu peut recruter des amis sûrs, ce qui exclut les adeptes du Maréchal, les frileux et les pacifistes intégraux. Reste un problème de fond : comment transmettre à Londres ces informations ?

Le professeur Aron, pourchassé par la Gestapo, est réfugié en zone libre. Au courant des activités secrètes de l'imprimerie Meunier, il envoie à mon père un breton, Marcel Clech (pseudo : George 60) radio émetteur, récemment parachuté en France. C'est ainsi que s'opère la liaison entre Tours et la France Libre. Georges 60 résidera rue de la Tour d'Auvergne jusqu'à ce qu'il soit détecté ; puis, dans une maison au bord de l'Indre. Arrêté en région parisienne, déporté, il mourra à Mathausen.

Le Colonel Rémy, chef du réseau de renseignements CND Castille à l'échelon national, contactera mon père qui ainsi, signera son engagement dans les Forces Françaises Libres, le 1er janvier 1942.

La Confrérie Notre Dame-Castille fonctionnera pendant toute la guerre, en dépit des arrestations, des déportations, des exécutions.

Qu'ils aient été petits par le nombre, les réseaux se sont entraïdés, l'appartenance à l'un n'excluait pas les interventions dans un autre, ce qui n'a pas favorisé le travail des historiens.

Par exemple, le centre névralgique qu'est devenue l'imprimerie accueille des demandes de faux papiers ou de cachettes émanant d'individus en difficulté, ou des visites d'agents venus d'une autre région. La seule condition était d'être bien recommandé puisque la clandestinité était la règle.

Au printemps 1942, Henri Ribière, adhérent du Comité d'Action Socialiste, contacte Jean Meunier, lui demande de diriger le secteur Ouest de son mouvement Libération Nord. La mission de mouvement est double : contrarier par tous les moyens l'armée allemande, recevoir des armes parachutées et préparer la remise en route de la république quand la Libération arrivera.

Mon père accepte à condition d'être secondé par deux proches déjà à la CND : les instituteurs de Velpeau, Marcel Ballon et Marcel Ney. Ces deux hommes, morts en martyrs, restent dans la mémoire familiale des symboles de pureté et de patriotisme.

L'automne 1943 marque le début d'une tragédie : les agents sont, les uns après les autres, arrêtés, torturés et déportés. La raison ? Les agents français au service de la Gestapo (ils recevaient une prime par arrestation) ont été

efficaces. Des traîtres se sont infiltrés dans les équipes de réception des parachutages. Des imprudences graves ont été commises : un propos patriotique tenu dans un café, un tramway ou une épicerie, pouvait vous conduire à Ravensbrück !

Mon père, se sachant pourchassé, a disparu de Tours en juillet 1943. Ma mère et moi, au mois d'août. Notre maison est devenue un repaire de la Gestapo.

DES DÉCISIONS POLITIQUES

Une fois survolés, ce que j'ai appelé les choix d'une vie, il convient d'examiner les décisions prises par les instances travaillant pour le Gouvernement d'Alger.

Le Conseil national de la Résistance, présidé à la fois par Louis Saillant, Secrétaire de la CGT, et Georges Bidault, qui regroupe en son sein les grands réseaux unifiés et les partis politiques, a préparé un programme d'action pour les lendemains de la Libération. Il décide d'identifier dans chaque département, un résistant discipliné, particulièrement au fait de la situation locale. Cette personne présidera d'abord clandestinement, puis de manière officielle, un Comité Départemental de Libération dont le statut a été ainsi défini le 23 mars 1944, *« C'est un honneur acquis par les risques encourus et les sacrifices consentis dans le refus de la défaite et de ses abdications. Il faut avoir une attitude irréprochable et une notoriété locale. »*

Henri Ribière, qui siège au CNR, SFIO et chef de Libé Nord, et Vincent Closon, démocrate chrétien qui représente le général De Gaulle dans le Comité français de Libération Nationale à Alger, tombent d'accord sur le nom de Meunier, le nommant président du CDL clandestin. S'y adjoindront des membres du PC, l'Abbé Simonin (ceux de la Lib), Vareilles, Paul Racault, etc.

Le programme du CNR approuvé à l'unanimité le 15 mars 1944 a été remis au général De Gaulle dès son arrivée à l'Hôtel-de-Ville de Paris. Ce programme, à forte connotation socialiste, entend être un programme de gouvernement une fois la France libérée.

De sorte que mon père, ancien élu municipal, et ancien parlementaire d'une ville socialiste avant guerre, qui n'a jamais collaboré, pas même par l'esprit, et qui a fait sa part de résistance depuis le début de l'Occupation, se

trouve sollicité par ses camarades, quand il est question de destituer le maire de Tours mis en place par Vichy et d'assumer le rôle de maire provisoire, puisque les élections sont impossibles dans un contexte semblable.

Il a accepté en sachant ce qui l'attendait. Il savait que ce serait lourd, éprouvant, que cette fonction ne lui attirerait que des ennuis et l'hostilité de nombre de ses compatriotes, qu'il n'aurait pas toujours le temps pour sa famille, dont il était séparé depuis un an. Ceux qui ont pensé qu'il agissait ainsi en vue de conforter sa carrière méconnaissent la force de son idéal et sa volonté d'action.

UNE VILLE EXSANGUE

À quoi sont confrontés le maire provisoire et sa petite équipe (6 adjoints) le 2 septembre ? L'état des lieux est catastrophique .

La ville est une île. Les ponts ont été bombardés. Elle est privée de lumière, de gaz, d'eau potable et de transports. 1 949 immeubles rasés, 7 165 partiellement sinistrés, 1 890 m de conduites d'eau détruites en 200 points différents, 1 309 égouts éventrés, 90 500 m² de chaussée bouleversés. Vingt milles personnes n'ont plus de foyers. Ont été détruits en matière de bâtiments publics : des groupes scolaires, l'École des Beaux-Arts, le musée d'Histoire naturelle, la bibliothèque municipale, la salle du Manège, la Goutte de Lait (organisme destiné à distribuer des biberons de lait pasteurisé aux bébés) etc. Le commerce est anéanti ; l'industrie locale détruite ou paralysée, le tourisme, ressource tourangelle par excellence, un lointain souvenir.

Un mois plus tard, une commission, présidée par le préfet Vivier, nomme un conseil municipal provisoire de 18 personnes. 65 % de ces 18 personnes sont socialistes SFIO, la moitié d'entre elles appartenaient déjà au conseil élu en 1935. Les recommandations du Gouvernement provisoire de la République ont été suivies à la lettre : personne ne peut dire le contraire. Tout est urgent. Il va falloir avoir le courage d'établir une hiérarchie dans les priorités et les ressources manquent.

Trois axes vont déterminer la politique municipale :

- je ne m'étendrai pas sur le rétablissement de la paix civile, tâche majeure incombant au Comité départemental de Libération. Je me contenterai de

citer Michel Debré, Commissaire de la République, dans sa lettre du 22 mars 1945, adressée au maire de Tours : *« Ce n'est absolument pas déformer la vérité que de dire qu'une bonne partie de la tranquillité des esprits et du calme dans la rue ont été dus, en Indre-et-Loire, à la pondération du Comité de Libération, et cette pondération, vous en êtes en grande partie l'auteur »* ;

- assurer la survie de la population en tentant de porter remède à la pénurie alimentaire, et reloger tant bien que mal ceux qui sont à la rue ;
- remettre en mouvement l'activité économique et culturelle dans le but de ramener un peu de prospérité pour sauvegarder l'avenir. Les impôts et les taxes ne rentrent que si l'assiette est étalée sur un commerce et une industrie vivants.

LE FLÉAU N°1 : LE RAVITAILLEMENT INSUFFISANT

La pénurie alimentaire est générale ; l'occupant a vidé les réserves ; la production agricole a chuté, l'année 1945 ayant été marquée par la sécheresse. Les services du ravitaillement général sont archaïques et parasités par l'organisation vichyssoise, les réseaux de distribution routiers ou ferroviaires endommagés. La municipalité n'a légalement aucun pouvoir. Elle est chargée de distribuer les tickets, les rations se décident au plan national. Mon père résume ainsi la situation : *« Demander davantage de pain ou de charbon à un Maire, cela équivaut à demander davantage de lettres au facteur. »* Comment la population peut-elle comprendre cela, alors qu'elle se bat pour manger à sa faim depuis plusieurs années ?

En 1945, éclatent les émeutes du pain qui ont vu le saccage de la Préfecture, du service du Ravitaillement à l'hôtel-de-ville et des bureaux du Ravitaillement général. Le gouvernement décide de supprimer la carte de pain à la Toussaint. La consommation explose, alors que la France accuse un énorme déficit en céréales. Le 28 décembre : rétablissement de la carte de pain. Résultat : 6 à 7000 personnes manifestent place du Palais et débordent le service d'ordre avec les résultats dont je viens de parler.

En cet hiver 1945, non seulement le pain est rare, mais il manque aussi des pommes de terre, de la viande et du vin... Le maire ne peut agir qu'à la marge, mais ventre affamé n'a point d'oreille... il apparaît comme le

responsable de cette pénurie. La municipalité se penche sur les plus faibles : elle achète du bois de chauffage pour les vieillards, rouvre d'urgence les cantines scolaires, les crèches, la cure d'air de Saint Symphorien. Achète La Charpraie, destinée à devenir une colonie scolaire permanente. Elle signe un accord de modération avec la Criée de la Viande, dans l'intention de régulariser les cours. L'un de ses handicaps est le marché noir, qui bat son plein comme en temps de guerre. Acte illégal certes... mais basé sur une entente entre celui qui vend et celui qui achète. Cette complicité rend la sanction rare pour ne pas dire impossible.

LE FLÉAU N° 2 : LA CRISE DU LOGEMENT

1944 reste une année critique dans l'évolution de ce problème récurrent depuis l'avant-guerre. Les quatre ans d'occupation ont été stériles. À la Libération, s'additionnent les sinistrés, les réfugiés, les jeunes ménages (on est passé de 1 894 naissances en 1945 à 2 464 en 1946), les prisonniers et les déportés dont l'appartement a été squatté pendant leur absence...

Les appels à la solidarité restent lettre morte. La préfecture se charge en octobre 1944 d'attribuer les logements vides sur une liste qui ne tient aucun compte des priorités. D'où un mécontentement général. C'est alors que Jean Meunier demande à prendre en charge le problème avec un pouvoir de réquisition. Prendre un tel risque d'impopularité suffirait à démontrer que sa motivation n'était pas l'ambition de « conforter » sa carrière ainsi que j'ai pu le lire sous la plume de certains étudiants ! Les réquisitions et les accords amiables ont permis de reloger 2 018 familles jusqu'à ce qu'une ordonnance (octobre 1945) vienne couper l'effort en obligeant à distinguer les locaux vacants, les locaux inoccupés, les locaux insuffisamment occupés... analyse subjective, source d'accommodements pour les propriétaires, qui préféreraient offrir une possibilité à des demandeurs amis, ce qui excluait les plus démunis et les prioritaires. Le résultat s'est fait sentir : d'octobre 1945 à octobre 1947, 764 familles seulement ont été relogées. La municipalité n'a plus qu'un recours : les baraquements qu'il faut aller chercher, démonter et acheminer jusqu'à Tours. Là encore, le pouvoir central n'a laissé aucune prérogative au pouvoir local, le financement restant un obstacle infranchissable pour une municipalité qui, de ce fait, ne peut accélérer les installations, faute d'argent. Les baraquements

ont été attribués aux commerçants, aux groupes scolaires, aux familles nombreuses, aux jeunes ménages et aux économiquement faibles.

LES TENTATIVES DE RÉSURRECTION

Au-delà des combats menés contre les fléaux de la vie quotidienne, il existe une motivation permanente au coeur de la politique municipale (1944-1947) : redonner le goût de vivre aux Tourangeaux et aux résidents qui viennent de passer quatre ans dans un quasi-désert culturel, ligotés par l'absence de libertés fondamentales (couvre-feu, interdiction de réunion, etc.) et, pour beaucoup d'entre eux, dans l'angoisse de ne pas revoir un proche déporté ou prisonnier, ou simplement disparu dans la tourmente de la débâcle.

Faire revivre une ville, c'est aussi lui redonner l'espoir d'améliorer son sort à plus ou moins brève échéance.

Il existait avant guerre une tradition : au mois de mai, s'ouvrait une semaine d'exception, mi-kermesse, mi-foire commerciale. Il serait bon de renouer avec elle. La salle des fêtes, transformée en bureau du ravitaillement, est dégagée afin d'y installer une exposition. Rien d'exceptionnel dans ce qui est exposé, il n'y a pas d'argent mais cela marche. Cinquante milles entrées en 1937 ; 73 000 en 1947 sans compter les écoles. La bibliothèque municipale, bombardée en 1940, va s'installer dans la salle du conseil municipal. Le conservatoire réintègre l'hôtel Torterue réquisitionné par les Allemands. L'école des Beaux-Arts réouvre dans le musée. L'institut de Touraine repart, en même temps que se crée une section de Droit, boulevard Béranger. L'école de Médecine se développe, le gymnase municipal est remis en état, etc.

Le théâtre municipal n'avait pas cessé de fonctionner pendant l'Occupation ; il fallait bien distraire les troupes. La municipalité de la Libération a une doctrine : la culture ne doit pas être confisquée au profit d'une seule catégorie de la population. Tout le monde y a droit. La musique, la danse, l'art dramatique, sont d'une haute valeur éducative et sociale. Elle va faire de grands efforts pour hisser le théâtre à son meilleur niveau et diversifier l'offre. Une troupe sédentaire garantit deux représentations d'opérette par week-end, la semaine accueille des opéras, des concerts symphoniques, des créations parisiennes décentralisées. Pour que le prix des places reste modéré, la ville comble le déficit sous forme de subventions.

Le public a suivi (10 000 entrées en moyenne par mois). Après 1947, Jean Meunier est l'adjoint en charge des affaires culturelles ; il n'a cessé d'être attaqué sur le financement du théâtre par des conseillers municipaux si peu musiciens qu'ils s'interrogeaient sur l'utilité d'un chef d'orchestre.

LES PERSPECTIVES DE L'URBANISME

Un problème impliquant le futur de la ville se pose. Elle a été bombardée au nord en 1940, au sud en 1943. La Fuye, Beaujardin, Blaise-Pascal sont en triste état. Au moment d'envisager la reconstruction, n'est-il pas souhaitable de doter la ville d'un plan d'urbanisme audacieux, partant de l'idée que l'on peut utiliser les dégâts et les sinistres imposés par la guerre pour moderniser les voies de communication, ouvrir des perspectives qui feront de Tours une ville aérée où la circulation des voitures et des piétons sera plus aisée ?

Pour les mêmes raisons, peut se réparer une anomalie absurde : la gare en cul-de-sac détruite, on peut la remplacer et la reconstruire en gare de passage, au sein de l'agglomération, à 1,3 km de l'ancienne (rue Jules-Guesde-rue Aristide-Briand).

Ce projet de transfert avait un grand mérite. Il libérait 63 hectares de terrain en ville, de quoi bâtir des immeubles à loyer modeste, l'un des problèmes de Tours étant la rareté et la cherté du mètre carré. Il était prévu un chantier de grands travaux de six ans, ce qui aurait donné du travail et rempli les caisses d'une ville désargentée. Je ne rentrerai pas dans les détails du financement, sauf à dire que les sommes allouées au titre de la Reconstruction (organisme d'état) à la SNCF rendaient les choses possibles sans alourdir les impôts.

Une telle perspective a soulevé un tollé à la chambre de commerce et chez les commerçants en général : l'objection de fond, au moins dans son expression visible, portait sur une crainte existentielle. Le centre-ville, situé rue Nationale, se déplacerait à Beaujardin !

La municipalité, respectueuse du suffrage universel, n'a pas voulu signer le contrat à la veille des proches élections municipales de 1947. Or, le vent a tourné en 1947... et les choses sont restées en plan. Voilà pourquoi, au XXI^e

siècle, on continue à prendre une navette à Tours avant d'atteindre le TGV à Saint-Pierre-des-Corps.

CONCLUSION

Après la Libération, les élections de 1945 avaient enregistré une forte participation et validé la stratégie d'Union républicaine et résistante en lui donnant la majorité absolue. Mais, le dévouement ne suffit pas. Les élections de 1947 interviennent dans un contexte national et international très lourd. La ration de pain a diminué, les salaires sont bloqués, la gelée a détruit les récoltes.

À Paris, le parti communiste a quitté le gouvernement. Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) vient d'apparaître dans le paysage politique, c'est un parti estampillé gaulliste... les électeurs déçus s'impatientent et lâchent pour beaucoup la SFIO, ici comme ailleurs. On va entrer dans un nouveau cycle... mais ceci est une autre histoire.

Je citerai les paroles de Jean Meunier à la veille des élections de 1947, car elles traduisent parfaitement quel était alors son état d'esprit :

« Nous avons, dans une période particulièrement difficile œuvré pour le bien commun... Nous n'avons pas fait de miracle. Nous avons travaillé avec conscience sans nous laisser distraire par des polémiques stériles, sans nous livrer à une tapageuse propagande... Ce que nous avons fait, d'autres, sans doute, auraient pu le faire. Mais, si nous avons eu l'honneur d'assumer cette charge, c'est que nous avons pris d'autres responsabilités plus lourdes et plus dangereuses, que nos plus sévères censeurs d'aujourd'hui ne nous disputaient pas ».

Ce qu'il ne dit pas, par pudeur, c'est que parallèlement à cette rude bataille menée contre le chaos, il s'est inlassablement déployé pour obtenir des pensions et des subsides en direction des familles de déportés, de prisonniers, de fusillés qui se retrouvaient sans logements et sans ressources. Les victimes d'injustices diverses (dénonciations calomnieuses, appartements irrécupérables parce que squattés pendant l'absence des propriétaires) se retrouvaient dans ses permanences ; cela représentait une accumulation de cas plus douloureux les uns que les autres... Les rares repas familiaux prenaient

bien souvent une tonalité désespérante. Enfin, c'est sans doute le lot des responsables dans une époque troublée, des accusations, plus infamantes les unes que les autres, circulaient sous le manteau.

Soixante ans plus tard, moi sa fille, je pense qu'au-delà des combats qu'il avait choisi de mener, il a souffert de n'avoir pu faire plus et plus vite, d'avoir vu mise en cause sa probité, qualité à laquelle il tenait le plus, enfin d'avoir vu s'allier ses adversaires politiques qui n'avaient en commun qu'un seul but : l'écartier pour tirer un trait sur les trois années passées.